



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Bureau de l'environnement
et du développement durable**
Affaire suivie par : Halima BETTAYEB

Toulon, le

10 NOV. 2022

RAR n° 1A 187 743 0435 4

Monsieur le Directeur,

Afin de mettre à jour les prescriptions applicables à votre établissement, en vertu de l'article R515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez fait parvenir, le 2 décembre 2020, un dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives à l'incinération de déchets (BREF WI – Waste Incineration), énoncées en annexe de la décision d'exécution (UE) 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019.

Au cas d'espèce, suivant l'article R515-70-I du code précité, l'application des MTD interviendra à compter du 3 décembre 2023, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne.

Au terme de l'instruction de votre demande, je prends acte de votre engagement de mise en conformité de l'exploitation de vos installations suivant les MTD applicables à votre secteur d'activité, soit les conclusions pour l'incinération de déchets citées supra. A cette fin, j'ai bien pris note des actions correctives, ci-après, que vous avez retenues :

N° de la MTD	Objet de la MTD / Manque à la MTD	Information sur l'action à réaliser par l'exploitant
1	Système de Management Environnemental	Plan de gestion des odeurs et plan de gestion du bruit à réaliser

4	Surveillance : - mercure en continu ; - semestriel des PBDD/F (dioxines et furanes bromés) - semestriel pour les PCB de type dioxine - semi-continu pour les PCB de type dioxine - annuel pour les Benzo[a]pyrène	Sera mis en place
5	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales (OTNOC) : - périodes de démarrage et d'arrêt	Campagnes réalisées tous les 3 ans lors des périodes d'arrêt et de démarrage programmés
11	Surveillance de la livraison des déchets : - échantillonnage périodique des livraisons avec analyse des propriétés ou substances clés	Échantillonnage périodique et analyse physico-chimique seront mis en place
14	Performance environnementale globale de l'incinération de déchets, réduction de la teneur en substances imbrûlées des scories et mâchefers, réduction des émissions atmosphériques résultant de l'incinération de déchets : - Système de conduite avancé	Les paramètres participant à la conduite de la combustion (marche des pousseurs, vitesse des grilles, débits d'air) sont régulés par automates, mais partiellement pour l'air => étude technico-économique sur l'optimisation de l'injection d'air
15	Procédures pour améliorer les performances environnementales globales	Complétion des procédures de gestion de process
17	S'assurer que le système d'épuration de fumées soit conçu de manière appropriée et exploité dans les conditions pour lesquelles il a été conçu	Complétion des plans et procédures de gestion du système d'épuration des fumées
18	Réduire la fréquence des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et réduire les émissions dans l'air	Plan de management des situations OTNOC, plan d'actions associé aux situations OTNOC à rédiger.
25	Emissions canalisées de poussières, métaux et métalloïdes : - des dépassements pour les métaux lourds lors de certaines analyses	Etude technico-économique sur les possibilités d'optimisation du système de traitement des fumées à réaliser
31	Emissions de mercure : - Présence de pics de mercure, respectant actuellement la VLE de 50 µg/Nm3 applicable jusqu'au 3/12/2023 mais pas la VLE de 20 correspondant aux MTD	Etude technico-économique sur les possibilités d'optimisation du système de traitement des fumées à réaliser

Pour mémoire, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique

3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi que la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, sont déjà applicables à l'exploitation de vos installations.

Par conséquent, compte tenu de votre engagement de mise en conformité, avant le 3 décembre 2023, je ne prends pas de prescriptions complémentaires. En l'occurrence, les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 seront exécutoires dès le 3 décembre 2023. De surcroît, les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux demeurent applicables à l'installation.

Votre dossier de réexamen fait foi et son respect est donc susceptible d'être contrôlé par l'inspection des installations classées dès à présent et à échéance du 3 décembre 2023, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Par ailleurs, je constate que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R515-68 du code de l'environnement, ni l'application des techniques alternatives. Enfin, je tiens à vous rappeler que tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD), applicables à votre établissement, doivent être respectés à compter de cette date repère.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toute précision qui vous serait utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Lucien GIUDICELLI

Monsieur le directeur
Société ZEPHIRE
Chemin Gaëtan Gastaldo
Quartier l'Escaillon
83200 TOULON